

COMMUNIQUE DE PRESSE

17 octobre 1961 : L'heure est à la reconnaissance officielle de ce crime d'État indissociable du colonialisme (PCF)

Le 57^e anniversaire du massacre du 17 octobre 1961 intervient à quelques semaines de la reconnaissance officielle par le président Macron de la responsabilité de l'État dans l'enlèvement, la torture et l'assassinat de Maurice Audin, mathématicien, militant communiste engagé aux côtés du peuple algérien dans sa lutte pour l'indépendance.

La mise à mort, ce 17 octobre 1961, par la police française d'au moins 200 manifestant-e-s algérien-ne-s venu-e-s défilant, souvent en famille, protestant pacifiquement contre le couvre-feu imposé par le préfet de police, Maurice Papon, pour la paix et pour l'indépendance de l'Algérie a été couverte et encouragée par les plus hautes autorités de l'État.

Comme si la mort violente de près de 300 morts en 3 mois de répression policière en région parisienne ne suffisait pas, les événements du 17 octobre, les morts et les rafles et 11 000 arrestations de même que ces 3 mois de terreur ont été sciemment occultés pendant des décennies. Les massacres de Sétif (8 mai 1945), les massacres de 1947 à Madagascar, et Charonne (février 1962) ont été couverts par un État colonial prêt à utiliser toute la violence possible pour réduire à néant l'aspiration à une Algérie libre, indépendante et souveraine. De même, la connivence de l'État et de l'OAS qui organisa attentat sur attentat à Paris et Alger a été délibérément minorée au cours des années suivantes.

Rendre hommage aux victimes du 17 octobre c'est pour la France reconnaître par la voix de ses plus hautes autorités d'aujourd'hui son entière responsabilité dans la guerre coloniale et les crimes d'État commis contre le peuple algérien.

C'est contribuer à restaurer la dignité des victimes et la dignité de la République, c'est prendre en considération la douleur des victimes brisées, civiles ou militaires, la douleur des familles et répondre à l'exigence de vérité et de justice des Algérien-ne-s et Français-es de 2018.

Le PCF, avec ses militant-e-s et représentant-e-s élu-e-s, participera comme chaque année aux hommages et commémorations des victimes du massacre du 17 octobre 1961 qui se dérouleront aujourd'hui et appelle la population à se joindre en nombre aux cérémonies organisées en France.

Parti communiste français,

Paris, le 16 octobre 2018.